

NOS PRIORITÉS EN 2019

Les travaux que Confrontations Europe entend mener en 2019 et qu'illustre pour partie cette revue s'organisent autour de trois grands objectifs :

- Parvenir à un développement conciliant économie compétitive, cohésion sociale, préservation de l'environnement et du climat...
- Relever le défi démocratique par une reconnaissance accrue de la société civile redonnant vigueur à la démocratie représentative en perte de légitimité.
- Assurer la place de l'Europe dans le monde tant en matière d'échanges, de sécurité, que de relations de voisinage.

Notre méthode de travail est rodée : l'échange de points de vue entre les acteurs économiques, sociaux, et territoriaux permet dans une démarche montante d'alimenter le débat public, de porter auprès des institutions européennes des propositions structurées. Si le respect de la diversité et l'objectif d'unité est incontournable, il s'agit aussi de trouver les moyens de dépasser les blocages en recherchant les possibilités de coopération renforcées.

Les enjeux transverses

Le premier chantier de Confrontations Europe s'inscrit dans l'objectif de réduction des concurrences fiscales alors que les plateformes numériques réinterrogent l'ensemble de nos systèmes fiscaux. Un second cycle de travaux est consacré aux politiques d'échanges alors que la panne du multilatéralisme pousse l'Europe à développer des accords d'échanges bilatéraux.

L'année 2019 sera aussi le moment de tirer les enseignements des « consultations citoyennes » de 2018 qui ont été trop natio-



nales, et qui sont restées bien trop centrées sur les pro-Européens.

Autre enjeu de taille, bien entendu transnational : la question migratoire. Comment tracer des voies de coopération possible avec les pays de première entrée ? Comment redéfinir la relation entre l'UE et les pays d'origine et de transit de migrants, pour faire en sorte que les programmes mis en place participent véritablement au développement et à une coopération dans le domaine des flux migratoires ?

Les enjeux sectoriels

Assurer une suite au Plan Juncker au service d'une politique d'investissements transnationaux et des secteurs industriels-clés du futur, un cadre favorable aux investissements de long terme, un marché des capitaux satisfaisant aux besoins de l'économie, tels sont nos principaux axes de travail.

Nous poursuivrons notre action pour parvenir à un meilleur fonctionnement du système ETS, incluant un prix plancher du CO₂ sans l'isoler ni de la question plus large de la fiscalité, ni de celle de la précarité énergétique.

Sur les questions de défense, nous mènerons plusieurs actions : participation à l'organisation de la seconde édition des Entretiens de la Défense Européenne, le 16 mai prochain, consacrée à la question de l'armée européenne ; programme de sensibilisation à destination des candidats et nouveaux élus au Parlement européen ; défrichage des enjeux de restructuration des bases industrielles nationales.

Enfin, concernant les enjeux numériques, au cours du second semestre, nous déclinerons l'ambition d'une autonomie européenne dans ce domaine.

Les acteurs

L'implication des acteurs est un facteur clé de la pertinence des politiques européennes. Qu'il s'agisse des entreprises, des territoires, leur rôle est indissociable de la refondation des politiques européennes et du défi démocratique. La formation et l'élévation des compétences sont un de nos axes de travail. S'y adjoignent des travaux sur les transitions à venir (décarbonation de l'économie, numérisation) et en matière de cohésion. 2019 marque une nouvelle étape du cycle de travaux sur le travail avec les jeunes apprentis en Europe à travers le Solidarity Tour.

Faire converger, en Europe, une vision partagée d'« entreprises durables » demeure l'un de nos principaux objectifs que nous situons désormais dans une ambition plus large : il s'agit de progresser vers « un capitalisme européen » dans lequel l'Europe doit affirmer sa vision au regard de sa culture et son histoire dans un contexte international difficile. 🌀

Confrontations Europe

NOS CONVCTIONS

1. Nous avons besoin d'une Europe plus politique, c'est-à-dire d'une Europe pilotée au nom de l'intérêt général européen après débat, et non par la recherche d'un équilibre entre intérêts nationaux ou sectoriels. C'est-à-dire aussi d'une Europe qui aborde les problèmes de manière globale et cohérente. Il est en effet essentiel que les décisions prises et les politiques menées au niveau européen (en matière commerciale ou de fiscalité, par exemple) n'obéissent pas uniquement à leur logique propre mais participent d'une approche d'ensemble emmenant l'Europe vers le nouveau mode de développement que la crise de civilisation nous oblige à inventer.

2. Avoir une vision commune et un projet partagé n'implique pas que tous avancent au même rythme ou participent aux mêmes politiques. L'Europe ne doit pas seulement accepter mais protéger l'expression des diversités légitimes. Elle est sa richesse et doit être sa force et non plus sa faiblesse et la cause de sa paralysie. Nous devons accepter, dans le cadre de ce projet commun, l'hétérogénéité des chemins et donc la « géométrie variable » de coopérations allant dans la même direction, mais en rejetant le scénario d'une Europe à la carte. Libérons les coopérations renforcées et cessons d'opposer intégration et coopération, lorsque ces dernières permettent de faire progresser l'Europe.